

1) LES AIDES « DE MINIMIS »

FEDER FSE FEAMP FEADER

Les aides de minimis (1)

« *de minimis non curat praetor* »

Création des aides « de minimis » :

Encadrement PME de 1992: premier « de-minimis » à **50 K**
Ecus

- > **OBJECTIF** : désengorger le travail de la Commission
- > éviter d'examiner *les petites notifications*

Doublement lors de la révision en 1996 : **100 K€**

Règlement 69/2001 du 12 janv 2001 : **100 k€**

Sécurisation juridique
Mais maintien du montant

Doublement lors de la révision rgt 15/12/2006 – **200 k€**
régime temporaire crise 2008-10 création ACML : 500 K€

Règlement n°1407-2013 18 décembre 2013: **200 K€**
Pour la période **2014-2020**

Les aides « de
minimis » sont des
aides « étiquetées »
« de minimis »



Elles doivent être
déclarées de minimis
à l'entreprise

DE MINIMIS (2)

CHAMP D'APPLICATION

TOUS SECTEURS ELIGIBLES sauf ceux exclus expressément

- **Les IAA sont toujours éligibles;** activités suivantes non considérées IAA:
 - la préparation de produits pour la première vente dans l'exploitation (ex: moissonnage, coupe et battage de céréales, emballage des œufs) et première vente à des revendeurs ou transformateurs
- Le transport ROUTIER également, mais à montant réduit **100 k€** au lieu de **200 k€**;
- **le transport de passagers par route n'est pas soumis au montant réduit**
(compte tenu de l'évolution du secteur)

EXCLUSIONS:

- pas de financement de **véhicule** de transport routier de marchandises;
- Activités liées aux produits **pêche et l'aquaculture** Rgt 104/2007;
- Activités de **production primaire des produits agricoles** (annexe I)
- ***Mais possibilité d'aider un producteur pour une activité non agricole au sens UE***

DE MINIMIS (3)

EXCLUSIONS SUITE

IAA (annexe I) si montant aide fixé sur prix ou quantité produits ou si aides conditionnées au fait d'être partiellement ou entièrement cédés à des producteurs primaires (fermiers);

- Activités liées à **l'exportation sauf** (considérant 9)
 - *Aides à la participation aux foires autorisées;*
 - *Aides autorisées pour le conseil les études sur lancement nouveau produit sur nouveau marché*
- Mise en place / fonctionnement **réseau de distribution et** autres dépenses courantes liées à l'activité d'exportation

ENTREPRISE AVEC DES ACTIVITES EXCLUES ET NON EXCLUES

- Si une entreprise opère à la fois dans un champ exclu et non exclu il faut s'assurer que l'activité exclue ne sera pas aidée (séparation des activités, distinction des coûts)

CUMUL DE MINIMIS GENERAL ET DE MINIMIS MOINS ELEVE (ex: Agri)

- même principe: distinction des assiettes et des activités
- S'il n'est pas possible de s'assurer que l'activité soumise au taux le plus bas n'aura pas plus que ce taux, application du taux réduit sur toute l'activité

SUPPRESSION DE L'INTERDICTION DES ENTREPRISES EN DIFFICULTE

Mais PAS de PRETS ni GARANTIES possibles sur le « de minimis » pour ces entreprises en difficulté
Article 4.3.a) et 4.6.a)

DE MINIMIS (4)

DEFINITION:

**Ne comptabiliser que les aides « de minimis »
accordées à l'entreprise, EN FRANCE**

Aides qui ne remplissent pas tous les critères de l'art 107.1 du TFUE et donc ne faussent pas la concurrence au sein de l'UE... car elles sont d'un faible montant

200000 € (*) d'aide « de minimis » par entreprise UNIQUE (*)

100000 € par entreprise pour le transport en raison de la petite taille des exploitations *Mais si le transport n'est qu'une composante de l'activité (services postaux, courrier, collecte traitement des déchets) pas de plafond réduit*

Sur les 3 exercices fiscaux (en cours et 2 précédents)

Aide accordée en année n : vérification sur années n, n-1 et n-2

PENDRE EN COMPTE LA DATE D'ALLOCATION DES AIDES DE MINIMIS

« moment où droit légal de recevoir aide conféré au bénéficiaire »

- Pour l'Etat -> **Notification** de l'aide au bénéficiaire
- Pour les collectivités -> **délibération, convention, courrier**
- Pour les **aides fiscales**: déclaration de l'entreprise (IS) ou mise en recouvrement de l'impôt (CFE ex-TP) ou date de paiement de l'impôt (droits de mutation)

(*) NB: Dans les programmes de CTE la DG Comp considère que l'AG peut allouer dans une seule aide à 1 entreprise, autant d'aide de minimis qu'il y a d'Etat membre dans le programme...

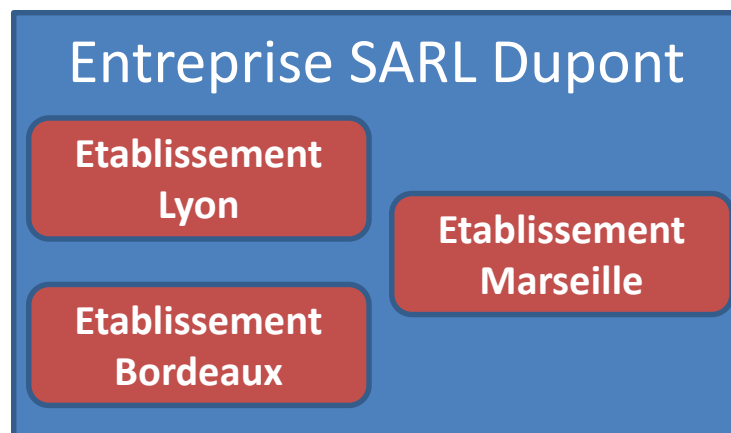
De minimis CTE = De maximis

LA NOTION D'ENTREPRISE UNIQUE

Comptabilisation des aides « de minimis » par ENTREPRISE UNIQUE

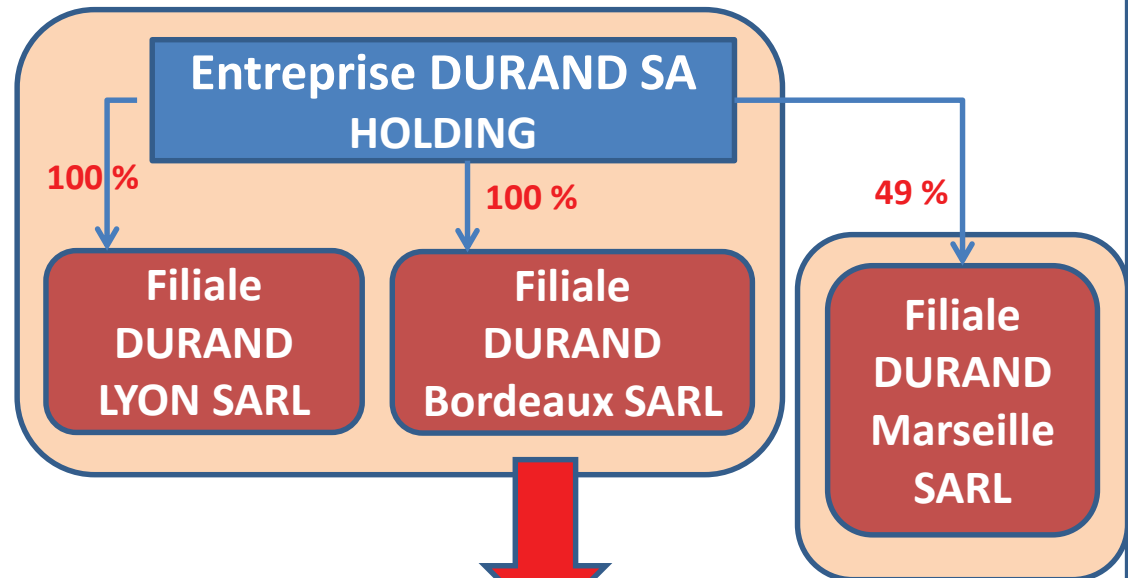
ENTREPRISE UNIQUE: 1) détention de majorité du capital ou droits de vote
1 des 4 cas de figure -> 2) pouvoir de nommer les dirigeants
3) droit d'exercer une influence dominante contrat/satuts
4) Contrôle par l'actionnariat (entreprise)

définition proche entreprise liée mais pas de consolidation pers. physique



200 k€ de-minimis possible
1 entreprise = 1 de-minimis

23/11/2016



200 k€ aide de-minimis possible sur le groupe Holding
+ Lyon + Bordeaux

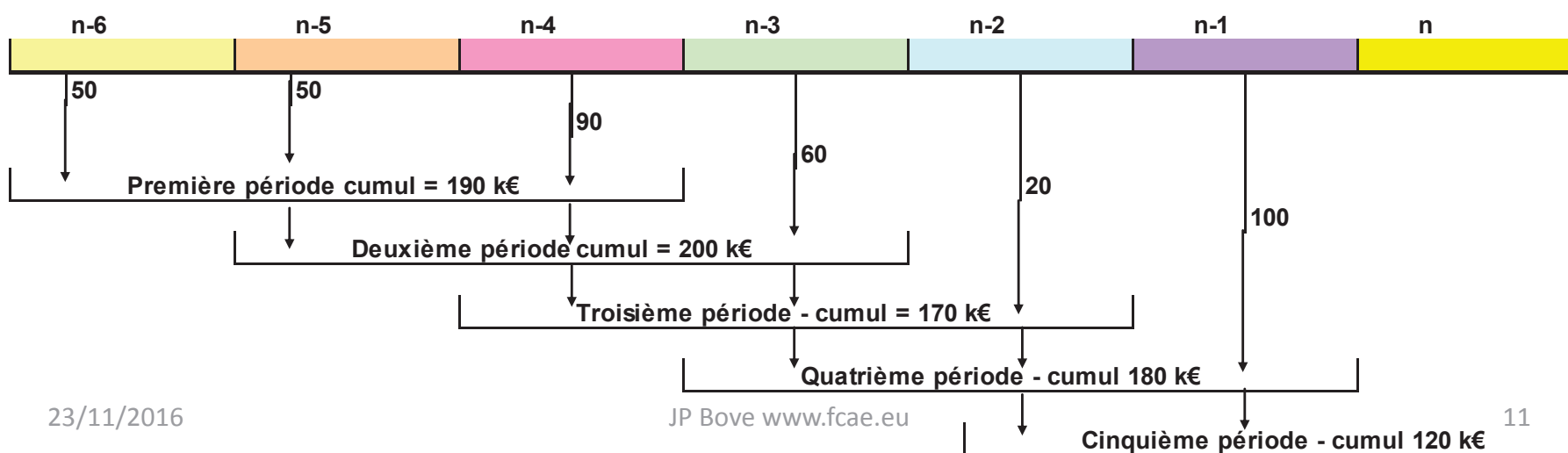
200 k€ aide de-minimis sur la filiale Marseille

JP Bove www.fcae.eu

10

DE MINIMIS (6)

- Comptabiliser que les aides « de minimis »
- En années glissantes, en équivalent subvention ESB
 - S'il y a un prêt, ne prendre en compte que son ESB dans le de-minimis
- Prendre les dates de décision d'aides de minimis
- On ne prend pas en compte les dates versement
- A/C de la date d'attribution envisagée de l'aide
- Sur l'exercice fiscal en cours et les 2 précédents



DE MINIMIS (7)

PRINCIPE DE CONTRÔLE PAR DECLARATION:

- L'Etat (ou la Collectivité ou l'organisme pub) doit s'assurer du respect du montant de minimis sur entreprise **UNIQUE**



- Il doit **INFORMER l'entreprise PAR ECRIT** du montant de l'aide et de son caractère de minimis, avec une référence expresse au règlement de minimis
- Il doit **obtenir une DECLARATION** de l'entreprise des aides de minimis décidées sur les 3 exercices fiscaux **pour elle et pour les entreprises qui lui sont liées**
- Avant d'octroyer une nouvelle aide de minimis, l'Etat doit s'assurer que le plafond ne sera pas dépassé

DE MINIMIS (8) : CUMUL

- Le cumul « de minimis » s'effectue par entreprise **liée**
- **Cumul avec De minimis SIEG possible jusqu'à 500 k€**
- Cumul « de minimis » avec 1 autre aide interdit sur une même dépense s'il amène à dépasser le taux du régime



- **Déclaration de l'entreprise** sur toutes aides « de-minimis » reçues
- **l'organisme** doit s'assurer de la possibilité de verser une aide « de-minimis » sans dépasser le seuil de 200 k€

DE MINIMIS (9): TRANSPARENCE

Les aides doivent être transparentes:

- subventions, bonifications d'intérêt, exonérations fiscales plafonnées, ou autres mesures plafonnées sont des AIDES TRANSPARENTES
- Les autres formes d'aide doivent être traduites en ESB en se référant **au taux du marché (taux de référence communication sur les taux 19 janvier 2008)**

PRETS *MONTANT forfaitaire de l'ESB*

Possibilité de calculer l'ESB sur une méthode basée sur taux du marché

L'ESB FORFAITAIRE DES PRETS: 3 conditions cumulatives:

1) le PRÊT est garanti par des SURETES couvrant 50% du prêt

2) le PRÊT est limité à 1 M€

3) Le PRÊT ne dure que 5 ANS

-> ALORS l'ESB du Prêt = 200 k€

SI le PRÊT dure 10 ANS alors le total du PRÊT doit se limiter à 0,5 M€

L'ESB = 20% DU PRET

Les aides de minimis (10) Transparence (suite)

CAPITAL

Pas de possibilité de calculer l'ESB pour les intervention en capital, en fonds propres et quasi-fonds propres

Le total des capitaux publics doit se limiter à 200 k€

GARANTIES :

Possibilité de calculer l'ESB par méthode notifiée (n°N677/B2008)

CALCUL FORFAITAIRE DE L'ESB DES GARANTIES: **3 Conditions**

1) Prêt garanti à 80% au maximum

2) **Garantie limitée à 5 ANS**

3) Garantie limitée à 1,5 M€

Alors la garantie = 200 K€ d'ESB

En tenant compte de 13% de taux de défaut net

0,75M€ de garantie max pour le transport = 100 k€ d'ESB

ESB = 13 % DE LA GARANTIE

Si prêt ou garantie couvrent des montants moins élevés ou durée plus courte appliquer la méthode suivante:

(montant Prêt /1000000) x (durée prêt/5 ans) x 200000

(montant garanti/1500000) x (durée garantie/5ans) x 200000

DE MINIMIS (11) – les autres aides de minimis

De minimis « PECHE »

RÈGLEMENT (UE) No **717/2014** DE LA COMMISSION du 27 juin 2014

30000 € par entreprise UNIQUE sur 3 exercices fiscaux

-> ce montant est cumulable avec d'autres aides d'Etat sur une assiette différente

De minimis « AGRICOLE » RGT n°1408/2013 du 18 décembre 2013

Applicable jusqu'au 31 décembre 2020

-> **15000 €** par entreprise UNIQUE sur 3 exercices fiscaux

Sans dépasser **722 M€** sur 3 ans au niveau national

-> ce montant est cumulable avec d'autres aides d'Etat sur une assiette différente

De minimis « SIEG »: du 25 avril 2012 – 3 exercices fiscaux

500000 € par entreprise (y compris le de-minimis normal)

ET 500 K€ d'aide publique totale sur le service concerné

Pas de consolidation du « de minimis » par entreprise unique

NB Si 2 aides de 2 rgt. De minimis -> le montant le plus élevé sert de cumul

DE MINIMIS (12) – Les difficultés

Base de données impossible en France

36000 communes pouvant allouer une aide de-minimis

Secret fiscal: seule l'entreprise peut communiquer le montant de ses aides fiscales

Inflation du nombre de mesures dans le « de-minimis »

Seul mode de contrôle possible:

La déclaration de l'entreprise

Mais

- L'entreprise est **peu et mal informée** des aides de-minimis qu'elle reçoit...
- Comment connaître le montant de l'exonération fiscale (secret fiscal)?
- Contrôle sur une même assiette difficile
- **Liste nationale des aides « de minimis » pour 2014** sur le site l'Europe en France